

## La CAE évincée de la Part-Dieu !

### **FORCE OUVRIERE** INTERPELLE LE PREMIER MINISTRE, Edouard PHILIPPE ET LE MINISTRE DE L'INTERIEUR, Gérard COLLOMB

Le Conseil de l'Immobilier de l'État aurait rendu au cœur de l'été un avis très critique sur la première proposition du projet préfectoral (audition du 28/06 et projet du comité des directeurs daté du 10/07) visant à un relogement à la Part-Dieu.

Devant le fort risque que cet avis soit suivi et que la Cité soit évincée de ce quartier incomparablement desservi, **FORCE OUVRIERE** réagit.

Vous trouverez ci-dessous un courrier adressé par la FGF-FO au Premier ministre (copie à Gérard Collomb)

*Monsieur le Premier ministre,*

*D'après nos informations, le Conseil de l'Immobilier de l'État (CIE) a rendu fin juillet un avis qui désavouerait le projet du Comité des directeurs du Rhône de relogement de la Cité administrative d'État de Lyon sur le quartier de la Part-Dieu.*

*Si cela était confirmé (l'avis n'est toujours pas publié à ce jour), l'éviction du service public républicain de ce quartier très central et doté de toutes les facilités d'accès serait un coup dur pour les personnels qui ont déjà manifesté leur opposition à cette démarche.*

*A l'heure où vos circulaires du 24 juillet dernier remettent en cause les missions de l'État, ses services et les statuts de ses fonctionnaires, les usagers et les agents devraient-ils faire place nette au bénéfice des milieux d'affaires ?*

*Pour la Fédération Générale des Fonctionnaires Force-Ouvrière, cette perspective est inacceptable et nous restons persuadés que la proposition du Comité reste envisageable.*

*C'est pourquoi, pour Force ouvrière, il est nécessaire que vous soyez saisi de ce dossier et que la transparence et un dialogue social constructif s'installent rapidement.*

*Nous vous demandons, Monsieur le Ministre, de prendre position rapidement en faveur du maintien des services de l'État dans le quartier de la Part-Dieu.*

*Dans l'attente de votre réponse, nous restons à votre disposition pour une éventuelle rencontre sur ce point.*

*Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de notre haute considération.*

*Christian GROLIER,  
Secrétaire Général.*